



LE RESAD S'IMPLIQUE DANS LE PROJET FLEUVE : FRONT LOCAL ENVIRONNEMENTAL POUR UNE UNION VERTE



Participants à la rencontre FLEUVE à Dakar en juillet 2014

Introduction au projet FLEUVE

Le projet Fleuve (Front Local Environnemental pour une Union Verte) est un projet de 4 ans porté par le Mécanisme Mondial (MM) de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (CNULCD) et financé par l'Union Européenne. Il vise l'amélioration des moyens de subsistance des populations des zones arides et le renforcement de leur résilience face à la dégradation des terres, à la sécheresse et à la variabilité climatique. Il s'appuie d'une part sur la mise en œuvre de micro-projets d'investissement (MPI) dans 5 pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Sénégal), et d'autre part sur une phase régionale de renforcement de capacités, capitalisation et diffusion des bonnes pratiques, dans le domaine de la gestion durable des terres et des financements innovants dans ce domaine sur le circum saharien.

Il se concentre fortement sur l'implication et l'accompagnement des collectivités locales dans les pays concernés, aussi bien pour les MPI que pour la phase régionale. Ce projet est mis en œuvre dans le cadre de l'Initiative Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel, et les réseaux de la société civile ont été sollicités comme partenaires sur les pays concernés, dès la construction du projet : ReSaD (Mali, Niger, Burkina Faso), RADD0 (Tchad), Drynet (Sénégal).

Le CARI est l'organisation qui représente ces réseaux et porte le conventionnement avec le MM. Ce partenariat innovant entre le MM et la société civile, dans le cadre de ce projet d'envergure, représente une nouvelle étape d'importance pour les partenaires du ReSaD.

Sommaire

En souvenir d'Hama Arba Diallo.....	p.2
Ils nous parlent de leur rencontre avec Hama Arba Diallo.....	p.3
Présentation des Micro-projets d'investissement	p.4-5
Présentation du projet régional de FLEUVE.....	p.5
FLEUVE - Bilan de la phase exploratoire.....	p.6
ReSaD 2 : où en sommes-nous ?	p.6
Le ReSaD s'engage pour Désertif'actions 2015.....	p.6

EN SOUVENIR D'HAMA ARBA DIALLO

C'est avec grande émotion et tristesse que j'ai appris le décès de Arba Diallo. C'est la perte d'un compagnon et d'une boussole. Nous n'entendrons donc plus, lancée du haut de toutes les tribunes du monde avec un air malicieux et déterminé, son slogan « la lutte continue ! » donnant à chacun des raisons de penser qu'un avenir possible pour les terres arides était au bout de la route. Mais l'écho en restera vivant.

De Gorom Gorom près de Dori au Burkina dès 1985, du temps de Thomas Sankara où j'ai séjourné avec ma famille, jusqu'à Viols le Fort près de Montpellier en passant par Istanbul, Madrid, Buenos Aires, Nairobi, Rio, Durban, la liste serait longue de toutes les villes dans lesquelles nous avons eu l'occasion de collaborer, discuter, voire quelquefois de nous confronter amicalement pour faire avancer la cause du développement des terres arides que Arba avait fini par incarner. Toujours en éveil sur les options possibles, sa fermeté sur les objectifs n'avait d'égal que sa flexibilité apprise dans les difficultés pour mobiliser tous les moyens pour parvenir à un développement viable pour les peuples des terres arides, à commencer par ceux de son cher Sahel. Sans doute est-ce à cette obstination opiniâtre que la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification doit une partie de son existence que certains voyaient bien compromise par l'absence initiale de moyens. « Si vous n'êtes pas contents de la manière dont cela avance, il faut cassez des vitres » disait-il malicieux aux organisations de la société civile avec laquelle il ne manquait jamais l'opportunité de susciter des rencontres.

A Cuba en 2003, il avait pris grand plaisir à codiriger la COP6 qui réunissait pas moins de 21 chefs d'états, pour l'essentiel de pays du sud. Il y avait honoré d'une présidence pugnace, et partagée avec l'ambassadeur de France, un des premiers side event organisés par le Groupe de Travail Désertification que nous avions créé peu avant. Grand africain, burkinabè et défenseur de la francophonie s'exprimant le plus souvent dans cette langue dont il disait qu'elle lui avait donné accès au

monde, il rappelait avec respect que c'est initialement contre son gré qu'il s'est trouvé en situation de scolarité alors que les enfants de son village en étaient exclus. Il s'en sentait responsabilisé. Arba avait en sympathie la France qu'il n'hésitait pas à challenger en lui rappelant la responsabilité historique qu'elle a d'avoir abrité la signature de la CNULD à Paris en 1994.

Arba Diallo était en quelque sorte devenu consubstantiel à la Convention des Nations Unies de Lutte contre la



" Toujours en éveil sur les options possibles, sa fermeté sur les objectifs n'avait d'égal que sa flexibilité apprise dans les difficultés."

Désertification. Nous en avions tous oublié qu'il était, non une institution, mais un humain mortel. A Dakar, en juillet 2014, lors d'une réunion dans le cadre de la Grande Muraille Verte pour laquelle il était venu défendre un projet pour sa commune de Dori, et dans une discussion à bâtons rompus avec plusieurs élus de communes comme lui, nous avons convenu d'organiser ensemble une délégation d'élus sahéliens auprès de parlementaires en France à l'automne. Comme toujours il avait l'enthousiasme communicatif. En ce premier octobre, Arba nous aura une fois encore surpris par une pirouette inattendue en nous léguant le projet.

A vous sa famille, à ses enfants dont j'ai pu croiser certains, à ses proches, amis et collaborateurs, j'adresse, en mon nom et en celui de tous les compagnons d'une route de trente années, mes sincères et très amicales condoléances. Arba, reprenant une de tes expressions favorites, je souhaite que de là où tu te trouves, ce n'est pas la désertification que tu puisses voir, mais la fin de la désertification. Avec d'autres, nous continuons ta route. Puisses-tu reposer en paix !...

*Viols le Fort, le 3 octobre 2014
Patrice Burger – Directeur du CARI*

Patrice Burger est co-fondateur du centre de formation à l'agroécologie de Gorom Gorom au Burkina-Faso, du Carrefour International d'échanges de Pratiques appliquées au Développement (CIEPAD), du Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI), du Groupe de Travail Désertification (GTD), du Réseau Sahel Désertification (ReSaD), du Réseau Associatif du Développement Durable des Oasis (RADD), Président du réseau Drynet, Représentant élu du panel des organisations de la société civile à la Convention Désertification et Membre du Conseil d'Administration de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS).

ILS NOUS PARLENT DE LEUR RENCONTRE AVEC ARBA DIALLO...

Marc Bied-Chareton, CSFD au titre du GTD

J'ai rencontré Arba en 1991 aux Nations Unies à New York. Il était dans l'équipe qui préparait la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement. J'avais un programme financé par le Ministère des affaires étrangères et exécuté par le Bureau des Nations pour le Sahel, BNUSS (UNSSO) dont Arba avait été le directeur. Il était spécialement branché sur le chapitre 12 de l'Agenda 21, sur la lutte contre la désertification, et rien ne lui échappait. Il m'avait interpellé sur la question du déboisement et des reboisements en Afrique et nous avons passé de longs moments à deviser doctement sur ce point. De là vient ma première complicité avec Arba car en fait nous n'étions pas franchement d'accord mais nous nous plaisions à échanger.

J'ai progressivement réalisé l'importance du rôle d'Arba dans son management de la Convention : il était obsédé par la ratification par tous les pays membres des Nations Unies, et il y est parvenu. Il était également préoccupé par le retard pris par certains pays africains, ses frères, à adopter des plans d'action nationaux de lutte contre la désertification. J'ai souvenir d'un séminaire régional en Afrique de l'Ouest à Ouagadougou sur ce point, en 1993. Arba a vertement tancé ses amis qui ne s'impliquaient pas vigoureusement dans cette

convention alors que c'était la leur....Il était aussi très soucieux de faire aboutir des projets de terrain, quitte à empiéter sur le rôle du Mécanisme mondial. Il m'avait d'ailleurs demandé de réfléchir à des projets d'acacia gommier...

Enfin, outre d'être l'« expert » de la convention pour faire la synthèse des rapports des pays développés, il m'est arrivé plusieurs fois de faire l'aller-retour Paris/Bonn dans la journée, simplement pour que nous allions déjeuner tous les deux seuls et échanger nos points de vue sur les positions des pays développés vis-à-vis de la convention, toujours assez ambiguës (du genre allez y mais pas de financement spécifique) et celles des pays en développement, toujours à réclamer des financements...

Nous n'étions pas toujours d'accord et Arba aimait bien me taxer d'agent de l'impérialisme occidental et d'ancien colonisateur; un vieux vocabulaire que je connaissais par cœur et qui me permettait de lui répondre dans les mêmes termes et de finir nos échanges par de grands sourires amicaux.

Paix à son âme.

Ibrahima Semega, Président du GCOZA-Mali, point focal ReSaD - Mali

Durant notre séjour au mois de juillet à Dakar, j'ai eu beaucoup d'admiration pour ce vieil homme qui croyait encore et toujours en nos capacités à adresser les problèmes structurels engendrés par la dégradation de nos terres. La conclusion de chacune de ses interventions lors de ces quatre journées de travail était soit une exhortation à la persévérance soit une forte persuasion que nous pouvons inverser la tendance.

"Nous, on est vieux et il vous revient de croire en vos capacités et de continuer le combat", disait-il le soir du vendredi 18 juillet 2014 au MAGIC HOTEL de Dakar pendant la clôture des travaux de la réunion du projet FLEUVE.

Moussa Halilou, Secrétaire général du CNCOD, point focal ReSaD - Niger

Un baobab est tombé.

Le monde entier a perdu un homme, Quelle perte énorme pour la famille Arba, pour Dori, le Burkina, l'Afrique et le monde entier.

Je me rappelle encore de lui lors de son passage à Niamey quand il nous disait au cours d'une réunion avec les ONG que « la désertification c'est vous, c'est moi, c'est le peuple Nigérien, c'est l'Afrique. Donc réveillez-vous si toutefois vous êtes en train de dormir ! ». Les grands hommes partent très vite, sans souffrir et sans faire souffrir.

Paix à son âme, que Dieu le pardonne et qu'il nous pardonne tous. Chers camarades de lutte, les hommes sont partis, mais la lutte contre la désertification ne doit pas s'arrêter. Arba est un énorme capital d'expertises qui manquera aux jeunes générations, un vide qui ne peut être comblé, une énorme perte pour l'Afrique, bref pour le monde!

Troupeau en paturage au Mali



PROJET PILOTE D'APPUI À L'AMÉLIORATION DE L'ÉTAT ET DE LA SANTÉ DE LA FORÊT COMMUNALE DE DORI AU BURKINA-FASO

Commune concernée : Dori (Province du Seno)

« Nous avons travaillé ensemble sur la formulation du projet. Nous espérons respecter les volontés du Maire défunt, Hama Arba Diallo, par la mise en place d'agents relais dans les parcelles et quelques ajustements dans le planning des activités ».

Yaya Sebgo,

Pour Adama Doulikom, point focal Grande Muraille Verte, « le rôle des OSC à travers le ResaD a été déterminant quant à l'élaboration et à la finalisation du MPI du Burkina Faso. Sans leur appui, le projet n'aurait pas atteint le niveau de soumission actuel. Nous croisons les doigts qu'il passe les autres étapes de l'évaluation ».

Ce projet pilote d'aménagement de la forêt communale revêt un double enjeu : d'une part, cette forêt va constituer une zone privilégiée pour la préservation de la diversité biologique et un réservoir de produits forestiers destinés à la satisfaction durable des besoins des populations ; d'autre part, cet espace pourra faire l'objet d'un classement au profit de la commune (aire de conservation).

L'objectif du projet est de contribuer à la gestion décentralisée des ressources forestières et à l'amélioration des revenus des populations de la commune de Dori. Ce projet associera l'élaboration d'un plan d'aménagement de la forêt à des actions techniques de restauration. Il s'appuiera aussi sur des activités d'échanges d'expériences et de formation/sensibilisation.

L'accompagnement des producteurs sera aussi bien sous forme de conseil que d'approvisionnement en outils de production. Les principaux résultats attendus de ce projet sont le renforcement de la gouvernance locale des ressources de la forêt, la mise en œuvre d'actions de protection efficaces et de restauration ainsi que de mesures d'accompagnements en faveur des populations riveraines et un renforcement des capacités techniques institutionnelles et organisationnelles (partenariats). Les acquis du projet seront disséminés et amplifiés dans les autres communes du Burkina Faso.

Sylvestre N. Tientore,

Coordonnateur du Secrétariat Permanent des ONG (SPONG),
point focal ReSaD - Burkina-Faso

NIGER - PROJET PILOTE DE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Communes concernées : Kourthèye (Département de Tillabéri), Tchintabaraden (Département de Tchintabaraden) et Illéla, Badaguichiri et Tajaé (Département d'Illéla).

Ce projet pilote de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers la promotion de l'utilisation de Moringa Oléifera vise à appuyer la mise en œuvre de l'axe 4 de l'I3N (Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens) relatif à la sécurité alimentaire et la nutrition des populations. De façon spécifique, le projet vise à contribuer à la promotion de la culture de Moringa dans les champs, les jardins et les fermes scolaires en collaboration avec les cantines scolaires et à travers les bonnes pratiques de la gestion durable des terres. Il ira de pair avec une promotion de modèles de consommation alimentaire équilibrée et une bonne hygiène de vie en milieu rural et en milieu urbain, au niveau des ménages comme au niveau des établissements scolaires.

Ce projet s'appuiera principalement sur des activités d'investissement et de renforcement des capacités à travers: l'acquisition d'outils de production et transformation, le renforcement des capacités techniques des producteurs locaux (particulièrement les femmes) et le renforcement des capacités de gestion des ressources naturelles des collectivités locales.

Les principaux résultats attendus de ce projet sont :

- Renforcement des capacités techniques des groupements de producteurs et de femmes: production de plants et semi direct, transformation et conservation de feuilles, transformation des graines et extraction de l'huile...

- Information et sensibilisation des populations locales et des groupements des acteurs concernés : vertus de Moringa oleifera, gestion durables du Moringa dans les champs...

Moussa Halilou,

Secrétaire Général du CNCOD, point focal ReSaD - Niger



Promotion de la culture du Moringa auprès des familles nigériennes

L'avènement du projet FLEUVE s'avère plausible du moment où il s'est fixé comme objectif l'amélioration des moyens de subsistance d'une part et le renforcement de la résilience à la dégradation de terres, à la sécheresse, à la variabilité climatique dans les zones affectées au niveau local. Nous nous engageons en conséquence d'accompagner ce projet qui mobilise, la société civile, les acteurs locaux, les moyens et petites entreprises pour le bien être de nos populations.

Bassir Ali Hassane, Maire de la commune rurale de Kourthèye

- Diffusion des acquis du projet à d'autres communes du Niger et élaboration d'un plaidoyer en faveur de la mobilisation de ressources financières novatrices (mécanisme incitateur pour la prise en compte de la GDT dans les critères d'approbation des micro-financements)

MALI - PROJET PILOTE D'APPUI À LA CRÉATION DE MOYENS D'EXISTENCE DURABLE PAR LA RESTAURATION DES TERRES EN VUE D'ACCROITRE LA RÉSILIENCE DES AGRO-ÉCOSYSTÈMES SAHÉLIENS

Commune concernée : Gavinané, cercle de Nioro du Sahel, région de Kayes

Le projet vise la création de moyens d'existence durable des populations et l'accroissement de la résilience des agro écosystèmes dans une des 166 communes les plus pauvres du Mali où les populations sont confrontées aux problèmes et défis suivants : faiblesse des capacités des collectivités et acteurs locaux, extrême pauvreté des ménages, dégradation notoire des ressources naturelles, insécurité alimentaire et perte de l'agro biodiversité. Le projet va donc contribuer à revitaliser les moyens d'existence des populations et à renforcer, de manière durable, la résilience des agro écosystèmes par le développement d'activités à bénéfice durable au profit des groupes vulnérables. Il va s'appuyer sur des activités génératrices de revenus et de bénéfices durables, sur des activités techniques et organisationnelles de restauration et de gestion des terres (reforestation, gestion concertée...) et sur des activités de renforcements de capacités pour l'acquisition de compétences visant une meilleure mobilisation de ressources financières novatrices pour la gestion durable des terres.

« Nous attendons avec impatience ce projet qui va sédentariser nos populations. »
Hassamiou Sow, Maire de la commune rurale de Gavinané

Les résultats attendus pour ce projet sont :

- La résilience des moyens d'existence des populations et des agroécosystèmes est renforcée à travers les interventions multiples et intégrées de GDT dans une perspective de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de manière durable

- Les capacités techniques et organisationnelles des conseils communaux et acteurs locaux sont accrues dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets et programmes locaux de développement novateur intégrant la GDT

- Les conseils communaux et les acteurs locaux sont appuyés à adopter des approches novatrices de mobilisation des ressources financières pour la promotion de la GDT.

Les acquis du projet seront disséminés dans plusieurs communes du Mali.

Ibrahima Séméga,

Président du GCOZA-Mali, point focal ReSaD - Mali

PROPOSITION D'UN PROJET RÉGIONAL POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

La structuration des acteurs de la société civile en réseaux permet une meilleure efficacité dans les actions menées à l'échelle nationale, régionale et internationale. Ainsi, l'implication des réseaux de la société civile dans le projet Fleuve à l'échelle régionale a pour objectif général de favoriser l'articulation OSC - collectivités locales dans le domaine de la gestion durable des terres, à travers un renforcement de capacités et un accompagnement à la capitalisation et la diffusion des résultats des projets d'investissement.

Différents axes sont visés pour cette phase régionale du projet :

Axe 1 : Animation des réseaux

L'existence des réseaux d'acteurs de la SC (dont le ReSaD) constitue d'ores et déjà un outil pour (i) l'échange d'informations entre SC et collectivités (ii) la sensibilisation des acteurs sur les enjeux de la gestion durable des terres et des ressources naturelles, (iii) la diffusion des résultats des projets pilotes, (iv) la communication de l'ensemble des informations relatives au projet et (v) la constitution d'un point de départ pour la mise en place d'une plate-forme d'échange sur les techniques de gestion des ressources naturelles et de recherche de financements innovants. Les activités d'animation des réseaux seront facilitées par les outils existant actuellement pour le ReSaD et les autres réseaux impliqués (RADD0 et Drynet).

Axe 2 : Capitalisation

Les réseaux seront un canal majeur pour réaliser un travail de capitalisation sous forme de fiches sur (i) les techniques existantes de gestion durable des terres et des ressources naturelles auprès des acteurs du développement (ii) les techniques d'aménagement et de

gestion intégrée du territoire utilisées par les collectivités locales (iii) les outils méthodologiques existants chez les collectivités locales en matière de gestion durable des terres et des ressources naturelles et (iv) les résultats des projets pilotes mis en œuvre dans le cadre du projet. Les activités de capitalisation devraient permettre de proposer une boîte à outils.

Axe 3 : Renforcement de capacités

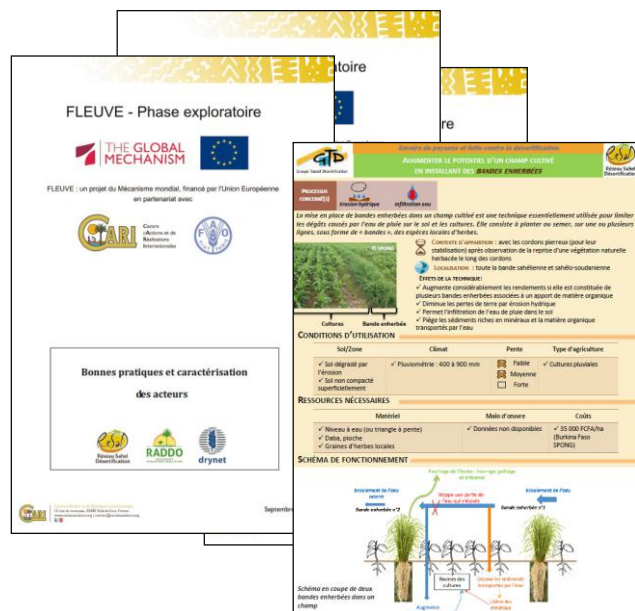
Le renforcement de capacités s'appuiera principalement sur les complémentarités entre les organisations de la société civile et les collectivités locales. La mise en place de formations répondra aux différents objectifs de renforcer les capacités des collectivités locales sur (i) les outils méthodologiques de gestion durable des terres et des ressources naturelles et (ii) la mobilisation de financements innovants (notamment en informant sur des outils tels que la coopération décentralisée et en formant aux techniques de plaidoyer). Ces formations pourront se faire sous forme de cours théorique mais également de voyage d'étude ou d'échange d'expériences. Elles chercheront à être, dans la mesure du possible, communes aux différents pays favorisant ainsi l'échange transfrontalier.

Adeline Derkimba,
*Coordinatrice ReSaD
Animatrice du GTD*

Bilan de la phase exploratoire de FLEUVE (juin – septembre 2014)

Le projet Fleuve a commencé par une phase exploratoire qui s'est déroulée de juin à septembre 2014. Plusieurs temps ont marqué cette première période:

- Juin 2014 : mission dans chaque pays par des consultants afin d'identifier les partenaires pays et les projets potentiellement intéressants
- Juillet 2014 : réunion de concertation des partenaires de Fleuve tenue à Dakar
- Août-Septembre 2014 : réalisation de documents de capitalisation préliminaires par la société civile sur des sujets majeurs en lien avec le projet Fleuve : Agroécologie, Pastoralisme, Coopération décentralisée, Bonnes pratiques et caractéristiques des acteurs,
- Septembre 2014 : travail en groupe pays pour l'élaboration des documents de projets MPI



Durant cette phase exploratoire, le ReSaD a appuyé les missions des consultants, participé à la réunion de Dakar et participé à l'élaboration des projets MPI. Enfin, il a fortement contribué à l'élaboration des documents de capitalisation sur l'Agroécologie (SPONG, GTD), le pastoralisme (CNCOD, GCoZa et GTD), la coopération décentralisée et les bonnes pratiques des acteurs (SPONG, CNCOD, GCoZa et GTD). Ces documents seront diffusés après leur validation par le Mécanisme Mondial.

ReSaD 2 : où en sommes-nous ?

La première phase du projet ReSaD 1 s'est terminée en juin 2014 avec des résultats très positifs et encourageants pour la suite. Le dossier de la phase 2 du projet a été déposé en septembre à l'AFD, pour un démarrage éventuel (si obtention du financement) en début d'année 2015.

Le ReSaD a toutefois maintenue une partie de ses activités sur le deuxième semestre 2014, en continuant à faire circuler l'information en interne au réseau et en externe (site web et newsletters), en étant impliqué activement dans le projet Fleuve et en préparant l'année 2015. Le ReSaD a participé par exemple à l'atelier régional sur les questions de dégradation et de restauration des terres au Sahel, organisé par l'Observatoire du Sahara et du Sahel à Tunis les 18 et 19 décembre, en vue de préparer la prochaine conférence scientifique de la CNULCD (<http://www.oss-online.org/fr/consultation-Sahel-SciConf-uncd>). Il a animé la session « Solutions existantes pour la LCD et la restauration des terres ».

Le ReSaD s'engage pour Désertifications 2015

Le ReSaD est activement impliqué dans la préparation du forum Désertifications 2015, qui se tiendra à Montpellier du 10 au 13 juin 2015 et sera une occasion unique pour la société civile de faire entendre sa voix en préparation de la prochaine COP Climat à Paris.

Plus d'informations sur le site www.cariassociation.org et sur Facebook (Desertifications2015).



Réseau Sahel
Désertification

Rue du courreau - 34380 Viols le Fort
Tél. : 00 33 (0)4 67 55 61 18 - Fax : 00 33 (0)4 67 55 74 37
resad@cariassociation.org

www.cariassociation.org/resad



Le ReSaD est un réseau coordonné par le CARI

Membres



LE GROUPE
DE COORDINATION
DES ZONES ARIDES



Groupe Travail Désertification



Partenaires



AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



ccfd-terre solidaire



drynet



gef



Ministère de l'Énergie,
du Développement
durable
et de la Mer

